

Santé ou économie d'abord, la Suède en plein débat

Des voix s'élèvent pour mettre en garde contre les conséquences économiques d'un confinement de la population

MALMÖ (SUÈDE) -
correspondante régionale

En déclarant que son pays ne pouvait rester « fermé » encore longtemps, le président américain, Donald Trump, a créé la consternation. Et pour-

tant, en Suède, des économistes disent exactement la même chose, mettant en garde contre les risques d'une dépression économique, qui, finalement, pourrait déboucher sur un bilan humain bien plus dramatique que celui de la pandémie.

La première à avoir osé le dire tout haut est Kerstin Hessius, ex-patronne de la Bourse de Stockholm et présidente d'un des plus gros fonds de pension suédois depuis 2004. Jeudi 19 mars, elle était invitée sur le plateau de la chaîne SVT, avec le président de la confédération des entreprises suédoises, Jan-Olof Jacke, venu demander des aides supplémentaires à l'État.

Interrogée sur les conséquences économiques des mesures de confinement, adoptées dans le monde entier, Mme Hessius met en garde contre un retour au chô-

mage de masse « comme dans les années 1920 et 1930 ». Elle exige un « calendrier clair » pour la sortie de l'état d'urgence: « Il doit y avoir des moyens plus efficaces de limiter l'engorgement des hôpitaux que de fermer une économie entière. »

Au journaliste interloqué, qui remarque que faire passer l'économie avant les centaines de milliers de vies qui sont en jeu peut paraître « cynique », elle répond: « Je ne parle pas de déconfinement, je parle de la vie des gens. Une génération entière va perdre son avenir, si nous continuons. C'est très grave. Cette question n'est pas posée Pourtant, elle devrait l'être par les politiciens, en se fondant sur l'expertise. »

En face d'elle, le journaliste lui fait remarquer que c'est exactement ce que fait le gouvernement suédois, qui suit à la lettre les recommandations des experts de la direction de la santé publique. « Mais ils ne s'intéressent qu'à un aspect de la question, sans regarder les conséquences des mesures qui sont prises », argue Kerstin Hessius. En cas de dépression, affirme-t-elle, « il faut s'attendre à un chômage de 20 % à 40 % ».

Face à la pandémie, la Suède, pourtant, peut difficilement être accusée d'en faire trop. Seuls les rassemblements de plus de 500 personnes sont interdits, ainsi que l'accès aux maisons de retraite et le service au bar dans les cafés et restaurants. Les jardins d'enfants, les écoles et les collèges sont ouverts. Pour le reste, le gouvernement fait appel au civisme et à la responsabilité de chacun.

Dilemme éthique

Mais, comme ailleurs en Europe, l'économie, très fortement dépendante des exportations, tourne au ralenti. Les constructeurs Scania et Volvo AB, qui comptent parmi les principaux employeurs du pays, ont suspendu leur production. Partout, en Suède, les entreprises annoncent des licenciements. Le secteur des services est le plus touché. Plusieurs enseignes de prêt-à-porter ont mis la clé sous la porte. Jusqu'à présent, le gouvernement, composé des Verts et des sociaux-démocrates, et soutenu par les libéraux et les centristes, a débloqué 300 milliards de cou-

ronnes (27,5 milliards d'euros) pour venir en aide aux entreprises. Par ailleurs, 125 milliards de couronnes supplémentaires ont été annoncés, sous la forme de crédit et prêt garantie par l'État. Mardi 24 mars, Jan-Olof Jacke, le patron des patrons, a estimé que ce n'était pas suffisant et a, en conséquence, demandé 200 milliards supplémentaires.

Directeur du Research Institute of Industrial Economics à Stockholm, l'économiste Magnus Henrekson fulmine: « Lors de la crise financière, au début des années 1990, nous avons perdu 600 000 emplois en trois ans. Nous pourrions en voir disparaître autant en trois mois. » Pour lui, le confinement généralisé est une aberration: « Si on ne revient pas rapidement à la normale, des milliers d'entreprises vont faire faillite, les gens vont perdre leur emploi définitivement et il ne restera plus grand-chose du secteur privé, ce qui va entraîner légalement des recettes publiques. Il n'y aura plus d'argent pour financer les hôpitaux, ni pour aider les personnes qu'on veut protéger en se confinant. »

L'économiste s'insurge encore contre les dirigeants, dans le monde, qui ont « fait le choix du court terme, sans une analyse des coûts et bénéfices sur le long terme ». Il n'est pas le seul. D'autres voix s'élèvent en Suède pour avertir des risques sanitaires d'une dépression.

Dans le quotidien Svenska Dagbladet, l'économiste Eva Mörk reconnaît le dilemme éthique: « Il faut faire un choix entre plusieurs groupes, entre le présent et l'avenir. » Pour le moment, la Suède, qui, à ce jour, enregistre 42 morts liés au Covid-19, résiste aux injonctions de l'extérieur, et même de certains de ses scientifiques, qui lui demandent de changer de stratégie et de s'aligner sur ses voisins.

Accusé de prendre trop en considération l'impact sur l'économie de mesures plus restrictives, le directeur de l'Agence de la santé publique, Johan Carlsson, s'est défendu, le 20 mars, en arguant qu'une fermeture de la société aurait des effets bien plus dévastateurs sur la santé publique que la pandémie. ■

ANNE-FRANÇOISE HAVERT

21 Mars, 27 Mars 2020

